



## Déclaration des droits

REMISE A UNE PERSONNE PLACÉE EN GARDE À VUE  
CRIMINALITÉ ET DÉLINQUANCE ORGANISÉES  
SAUF TRAFIC DE STUPÉFIANTS ET ACTES DE TERRORISME  
(ART. 63-1, 706-73 ET 706-88 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE)

Les informations ci-dessous doivent vous être données dans une langue que vous comprenez.  
Vous pouvez conserver ce document pendant toute la durée de la garde à vue.

**Vous êtes informé(e) que vous êtes placé(e) en garde à vue parce qu'il existe contre vous une ou plusieurs raisons plausibles de soupçonner que vous avez commis ou tenté de commettre une infraction relevant du régime de la criminalité ou de la délinquance organisée, punie d'une peine d'emprisonnement.**

**Vous avez le droit de connaître la qualification, la date et le lieu présumés de la commission de l'infraction pour laquelle vous êtes mis(e) en cause et les motifs justifiant votre placement en garde à vue.**

Vous allez être entendu(e) sur ces faits pendant le déroulement de la garde à vue qui peut durer 24 heures.

À l'issue de ce délai, le procureur de la République ou le juge d'instruction pourra décider la prolongation de la garde à vue pour une nouvelle durée de 24 heures. Ce magistrat peut subordonner son autorisation à votre présentation devant lui. À titre exceptionnel, et si les nécessités de l'enquête ou de l'instruction l'exigent, deux prolongations supplémentaires, d'une durée de 24 heures chacune, pourront être décidées soit par le juge des libertés et de la détention, soit par le juge d'instruction.

Toutefois, si la durée prévisible des investigations restant à réaliser à l'issue des premières 48 heures le justifie, le juge des libertés et de la détention sur requête du procureur de la République, ou le juge d'instruction, pourra décider que la garde à vue ne sera prolongée qu'une seule fois pour une durée de 48 heures.

À l'issue de la garde à vue, vous serez, sur décision du procureur de la République ou du juge d'instruction, soit présenté(e) devant ce magistrat, soit remis(e) en liberté. Dans le premier cas, vous comparâtes alors devant ce magistrat le jour même. S'il existe des locaux spécialement aménagés au sein de la juridiction et que votre garde à vue n'a pas duré plus de 72 heures, vous pourrez comparâtes le jour suivant, dans un délai maximum de 20 heures à compter de la fin de la garde à vue. Si votre garde à vue a duré plus de 72 heures, votre comparution devant le magistrat interviendra le jour même de la fin de garde à vue.

## Vous êtes en outre informé(e) que vous avez le droit de :

### Faire prévenir certaines personnes

Vous pouvez demander à faire prévenir par téléphone une personne avec laquelle vous vivez habituellement, ou l'un de vos parents en ligne directe, ou l'un de vos frères ou sœurs de la mesure de garde à vue dont vous faites l'objet.

Vous pouvez également faire prévenir votre employeur

Si vous êtes de nationalité étrangère, vous pouvez en outre faire prévenir les autorités consulaires de votre pays.

Sauf circonstances insurmontables, ces diligences interviendront au plus tard dans un délai de 3 heures à compter du moment où vous avez formulé votre demande.

Si vous faites l'objet d'une mesure de protection juridique, votre tuteur, votre curateur ou votre mandataire spécial sera informé de la mesure.

Le procureur de la République (ou le juge d'instruction) pourra toutefois décider que ces avis seront différés ou ne seront pas délivrés si cela est indispensable au recueil ou à la conservation des preuves ou pour prévenir une atteinte grave à la vie, à la liberté ou à l'intégrité physique d'une personne. Si votre garde à vue est prolongée au-delà de 48 heures, le report des avis à vos proches et à votre employeur peut être maintenu, pour les mêmes raisons, par le juge des libertés et de la détention (ou le juge d'instruction).

## Communiquer avec une personne

Vous pouvez demander à communiquer par écrit, par téléphone ou lors d'un entretien avec l'une des personnes susceptibles d'être informées de votre placement en garde à vue.

L'officier de police judiciaire peut refuser votre demande si elle n'est pas compatible avec les motifs de votre placement en garde à vue ou risque de permettre une infraction. Il déterminera le moment, les modalités et la durée de cette communication, qui ne peut excéder 30 minutes et interviendra sous son contrôle, ou celui d'une personne qu'il aura désignée.

Si votre garde à vue est prolongée au-delà de 48 heures, l'officier de police judiciaire ne peut refuser votre demande de communication avec les autorités consulaires.

## Être examiné(e) par un médecin

Vous pouvez demander à être examiné(e) par un médecin dès le début de la garde à vue et en cas de prolongation de la mesure. Si votre garde à vue est prolongée au-delà de 48 heures, vous serez obligatoirement examiné(e) par un médecin et vous serez avisé(e) de votre droit de demander un nouvel examen médical.

Si vous faites l'objet d'une mesure de protection juridique, votre tuteur, curateur ou mandataire spécial peut demander à ce que vous fassiez l'objet d'un examen médical.

## Faire des déclarations, répondre aux questions ou garder le silence

Une fois que vous aurez décliné votre identité, vous avez le droit, lors de vos auditions :

- de faire des déclarations,
- de répondre aux questions qui vous sont posées,
- ou de vous taire.

## Être assisté(e) par un avocat

### Choix de l'avocat

Dès le début de la garde à vue, à tout moment au cours d'une audition, et en cas de prolongation de la garde à vue, dès le début de cette prolongation, vous pouvez demander à être assisté(e) d'un avocat de votre choix. Si vous n'êtes pas en mesure de désigner un avocat ou si l'avocat choisi ne peut être contacté, vous pouvez demander à ce qu'un avocat vous soit commis d'office.

Votre avocat peut aussi être désigné par l'une des personnes que vous avez fait prévenir : dans ce cas, vous devez confirmer la désignation de l'avocat.

Si vous faites l'objet d'une mesure de protection juridique, votre tuteur, curateur ou mandataire spécial peut désigner un avocat ou demander à qu'il en soit désigné un par le bâtonnier.

### Assistance de l'avocat

L'avocat pourra s'entretenir avec vous pendant 30 minutes dans des conditions qui garantissent la confidentialité de l'entretien ; en cas de prolongation de la garde à vue, vous pourrez à nouveau demander à vous entretenir avec votre avocat.

Il pourra également, si vous en faites la demande, assister aux auditions, confrontations, reconstitutions ou séances d'identification auxquelles vous participez.

### Délai d'intervention

Compte tenu des nécessités de l'enquête exigeant votre audition immédiate, le procureur de la République ou le juge d'instruction peut autoriser, par décision écrite et motivée, que votre audition débute sans attendre l'expiration du délai

de 2 heures prévu pour permettre la venue de votre avocat.

L'intervention de votre avocat peut également être reportée, sur décision du procureur de la République, du juge des libertés et de la détention ou du juge d'instruction, pendant une durée maximale de 48 heures, en considération de raisons impérieuses.

## Être assisté(e) d'un interprète

Si vous ne parlez pas ou ne comprenez pas le français, vous avez le droit d'être assisté gratuitement par un interprète lors de vos auditions et pour communiquer avec votre avocat.

## Présenter des observations tendant à mettre fin à la garde à vue

Vous pouvez présenter des observations au procureur de la République ou au juge d'instruction, lorsque ce magistrat se prononcera sur une éventuelle prolongation de la garde à vue, tendant à ce qu'il soit mis fin à la mesure.

## Accéder à certaines pièces de votre dossier

À votre demande ou celle de votre avocat, vous pouvez demander de consulter, au plus tard avant une éventuelle prolongation de la garde à vue :

- le procès-verbal de notification de votre placement en garde à vue ;
- le ou les certificats médicaux établis par le médecin vous ayant examiné
- le ou les procès-verbaux de vos auditions.

## Faire des observations au procureur de la République

Après la fin de la garde à vue, vous pourrez, à l'issue d'un délai d'un an, demander au procureur de la République, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par déclaration au greffe contre récépissé, de consulter le dossier de la procédure afin de formuler des observations.